

Bujumbura accuse International Crisis Group d'être à la solde de l'opposition

@rib News, 23/03/2012 â€“ Source XinhuaLe gouvernement du Burundi a rÃ©agi vendredi Ã un rapport produit le 21 mars par l'ONG International Crisis Group (ICG) intitulÃ© "la crise de corruption", l'accusant de travailler d'Ãatre Ã la solde de l'opposition politique."Le gouvernement du Burundi trouve que le rapport de l'ICG et ses conclusions tendancieuses et pleines d'amalgames prouvent une fois de plus la volontÃ© d'ÃlibÃ©rÃ©e de l'ONG et de ses complices politiciens infiltrÃ©s dans certaines associations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise de saper les efforts jusqu'ici d'ÃployÃ©s par le gouvernement pour relever un pays qui sort Ã peine d'une longue pÃ©riode de crise socio sÃ©curitaire", a dÃ©clarÃ© dans un point de presse le porte-parole du gouvernement burundais Philippe Nzobonariba.

Pour le porte-parole du gouvernement et en mÃªme temps secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du gouvernement, l'ICG ignore complÃ©tement toutes les initiatives d'ÃjÃ prises par le gouvernement pour Ãradiquer la corruption au Burundi.Il parle entre autres des institutions de lutte contre la corruption qui ont ÃtÃ© mises en place, l'organisation de deux retraites gouvernementales, l'une en collaboration avec Transparency International sur l'Ãradication du phÃ©nomÃªne de corruption, et une autre en collaboration avec la Banque Mondiale, toujours dans le souci d'aller de l'avant dans la bataille contre la corruption."Le gouvernement rejette et condamne le contenu d'un rapport aussi tendancieux et manifestement manipulÃ© qui, visiblement, a ÃtÃ© rÃ©digÃ© par une main autre que celle de l'ONG elle-mÃªme", ainsi termine le porte-parole Philippe Nzobonariba qui invite l'ICG Ã Ãvoluer dans sa vision vers plus d'objectivitÃ© et d'impartialitÃ© lors de ses analyses sur le Burundi, afin de donner plus de crÃ©dibilitÃ© Ã ses rapports.C'est pour la troisiÃªme fois en trois ans que cette ONG fait des rapports sur le Burundi et qui sont rejetÃ©s par les autoritÃ©s.La premiÃªre fois, c'Ã©tait en 2010 Ã la veille des Ãlections oÃ¹ elle minimisait la capacitÃ© des forces de sÃ©curitÃ© burundaises d'assurer la sÃ©curisation des scrutins jusqu'Ã recommander l'envoi des troupes ÃtrangÃªres Ã venir le faire Ã leur place.La seconde fois, c'Ã©tait en 2011 oÃ¹ elle critiquait les rÃ©sultats issus de ces scrutins et qualifiait la situation au Burundi d'impasse politique alors que le pays venait de se doter des institutions dÃ©mocratiquement Ãlues.Lire Lâ€™intÃ©gralitÃ© du RapportÃ